

Observatoire de la Dissuasion

Bulletin mensuel

EMMANUELLE MAITRE
Observatoire sous la direction de
BRUNO TERTRAIS

FONDATION
pour la **RECHERCHE**
STRATÉGIQUE



SOMMAIRE

AVANT-PROPOS	3
VEILLE	4
1. États-Unis	4
3. Chine	4
4. Corée du Nord	4
QUESTIONS POLITIQUES ET STRATÉGIQUES	5
1. Quel intérêt de Moscou pour la poursuite de l’arms control ? Éléments du débat russe Par Isabelle Facon	5
2. Extension du New Start : vers un vif débat au Congrès ? Par Emmanuelle Maitre	7
QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES	10
1. Richard Lugar et le programme CTR Par Pauline Lévy et Emmanuelle Maitre	10
PUBLICATIONS ET SEMINAIRES	13
1. Conférence internationale au CIENS du mercredi 29 mai 2019 : Getting Rid of Nuclear Weapons: Philosophical Foundation and Historical Circulation of Ideas in Nuclear Disarmament Par Pauline Levy	13
CALENDRIER	15

Mai 2019

AVANT-PROPOS

Dans un contexte où les accords de maîtrise des armements tendent à disparaître les uns après les autres, l'avenir du *New Start* reste une grande source d'interrogation. Côté russe, la volonté de prolonger le Traité a été exprimée mais les ambitions sur la question de l'*arms control* semblent faibles. Pour ce qui est des États-Unis, des considérations d'ordre interne vont sans doute peser largement dans la décision qui sera prise *in fine*, alors que le Congrès est particulièrement divisé sur la question.

Suite à la disparition du sénateur Richard Lugar, ce bulletin examine son héritage et en particulier l'évolution du programme *Cooperative Threat Reduction*. Enfin, il évoque le séminaire annuel du CIENS consacré à la circulation des idées en matière de désarmement nucléaire.

Ce bulletin est réalisé avec le soutien du Ministère des Armées. Les informations et analyses contenues dans ce document sont sous la seule responsabilité des auteurs et n'engagent ni le Ministère des Armées, ni aucune autre institution.

VEILLE

I. États-Unis

Le 1^{er} mai 2019, *Air Force Global Strike Command* réalise un essai du [Minuteman III](#) depuis la base de Vandenberg¹. Un [second test](#) est conduit le 9 mai 2019². Le même jour, le [Trident II D5](#) est essayé depuis l'*USS Rhode Island* au large de la Floride³.

Le 23 mai 2019, Huntington Ingalls Industrie organise la cérémonie marquant le début de la construction de l'[USS Colombia](#)⁴.

Alors que l'administration est régulièrement interrogée sur l'extension du *New Start*, Donald

Trump aurait donné à son administration des objectifs ambitieux en matière de [maîtrise des armements](#), demandant en particulier d'inclure la Chine et de nouvelles catégories d'armement⁵.

Le 29 mai 2019, Robert Ashley, directeur US Defense Intelligence Agency, estime que la Russie « est probablement en violation du [TICE](#) », une accusation perçue avec scepticisme⁶.

3. Chine

Le 6 mai 2019, la Chine rejette l'offre américaine de rejoindre les

accords de [maîtrise des armements](#) stratégiques russo-américains⁷.

4. Corée du Nord

Le 4 mai 2019, Pyongyang procède à un essai d'un [nouveau missile de courte portée](#)⁸. Le 9 mai 2019, le même [SRBM](#) fait l'objet de deux tirs depuis le site de Kusong⁹.

¹ « Air Force test-launches Minuteman missile from Vandenberg », *Air Force Times*, 1^{er} mai 2019.

² « AFGSC tests Minuteman III missile with launch from Vandenberg », *Air Force Global Strike Command Public Affairs*, 9 mai 2019.

³ « USS Rhode Island Successfully Tests Trident II D5 Missile », *Story Number: NNS190509-09*, U.S. Navy Strategic Systems Programs Public Affairs, 9 mai 2019.

⁴ Kyle Mizokami, « The U.S. Officially Begins Building Its New Missile Submarine », *Popular Mechanics*, 29 mai 2019.

⁵ Paul Sonne et John Hudson, « Trump orders staff to prepare arms-control push with Russia and China », *The Washington Post*, 25 avril 2019.

⁶ « Russia 'probably' conducting banned nuclear tests, US official says », *BBC*, 30 mai 2019.

⁷ Ankit Panda, « Thanks, But No Thanks: China Pushes Back on Trilateral Strategic Nuclear Arms Control », *The Diplomat*, 7 mai 2019.

⁸ Ankit Panda, « North Korea Confirms First Ballistic Missile Launch in Nearly 18 Months », *The Diplomat*, 6 mai 2019.

⁹ « North Korea fires two short-range missiles, South says », *BBC News*, 10 mai 2019.

I. **Quel intérêt de Moscou pour la poursuite de l'arms control ? Eléments du débat russe**

Par Isabelle Facon

Le 2 février 2019, le Président Poutine a réuni ses ministres des Affaires étrangères et de la Défense pour évoquer les implications de l'annonce de la Maison Blanche, faite la veille, relative au traité FNI. A cette occasion, il s'est déclaré ouvert à des négociations sur l'arms control, mais aurait donné ordre à ses ministres de ne pas initier de telles négociations. Cette posture apparaît assez cohérente avec l'avis majoritaire, dans les milieux d'expertise russes, selon lequel la fin du FNI compromet fortement la reconduction du traité *New Start* en 2021. Les spécialistes russes s'accordent également à souligner que l'échange d'accusations entre Russes et Américains sur les violations du traité FNI et le non-respect de *New Start*¹⁰ forment un contexte défavorable à la négociation de nouveaux accords. Si la position de l'actuelle administration américaine sur l'architecture traditionnelle de l'arms control est assez claire, et peu volontaire si l'on s'en tient aux positions du conseiller à la sécurité nationale John Bolton, la posture de Moscou, est, elle, ambiguë.

Dans l'après-Guerre froide, la Russie a fréquemment exprimé son attachement à l'arms control, le considérant comme une composante essentielle du maintien de la stabilité stratégique – à entendre, dans son approche, comme la préservation de sa capacité de riposte en cas d'attaque nucléaire –, et comme un instrument politique important, lui permettant de participer à la gouvernance internationale sur un pied

d'égalité avec les autres grandes puissances et d'entretenir un dialogue de grand à grand avec les États-Unis. Depuis l'élection de Donald Trump, la Russie a abondamment communiqué sur le fait qu'elle a transmis à la partie américaine différentes propositions sur la stabilité stratégique et la maîtrise des armements, notamment lors du sommet Poutine-Trump de juillet 2018 à Helsinki¹¹ – propositions restées sans réponse selon elle. Elle aurait aussi sollicité Washington, en octobre 2018, avec un projet de déclaration conjointe à haut niveau sur la prévention de la guerre nucléaire et la nécessité de renforcer la stabilité stratégique¹².

Cette posture assez active vise certainement à attirer l'attention, par effet de miroir, sur au mieux l'indifférence, au pire l'irresponsabilité de l'administration américaine sur un enjeu auquel restent sensibles de nombreux décideurs et experts aux États-Unis et en Europe¹³. Cependant, différents éléments pourraient pointer un délitement de l'attachement traditionnel de Moscou à la maîtrise des armements, et en tout cas l'existence d'un débat interne russe sur ce sujet plus contradictoire que par le passé. Certes, des experts russes expriment de l'inquiétude quant à l'érosion progressive de la structure héritée de la Guerre froide, avec des pronostics très sombres sur ses conséquences, y compris pour la relation militaire et stratégique entre les États-Unis et la Russie, dont l'arms control demeure la colonne vertébrale. Ils insistent sur le fait que la non-extension du *New Start* conduirait à

¹⁰ Voir S. Riabkov (vice-ministre des Affaires étrangères), [Briefing pour les médias sur les préparatifs de la Conférence d'examen du TNP 2020](#), 26 avril 2019. La Russie a adressé au *Foreign Relations Committee* du Sénat une lettre relative à des problèmes dans la mise en œuvre par les États-Unis du traité *New Start*, qui suggère apparemment que si ces problèmes n'étaient pas traités, la reconduction du *New Start* serait compromise (Michael R. Gordon, « Russia Warns U.S.

Moves Threaten 2011 Nuclear Pact », [Wall Street Journal](#), 15 janvier 2019).

¹¹ Interview de S. Riabkov, « SCha dlia sebja ouje vse rechili » [Les États-Unis ont déjà tout décidé], [Kommersant](#), 19 décembre 2018.

¹² « Kommersant: US Ignores Russia's Initiative for Joint Statement on Prevention of Nuclear War », [TASS](#), 19 avril 2019.

¹³ « Russia 'Hopeful' After U.S. Senators Urge Weapons Dialogue — Lawmakers », [The Moscow Times](#), 9 mars 2018.

la perte d'instruments permettant aux deux États de s'informer sur la structure des forces de l'autre et d'une plate-forme permanente de discussion, ce qui jouerait négativement sur la stabilité de la confrontation russo-américaine et augmenterait, en cas de conflit militaire direct, la probabilité que celui-ci fasse escalade jusqu'au niveau nucléaire¹⁴. Mais dans quelle mesure cette approche est-elle partagée par tous à Moscou ? L'institution militaire, en particulier, qui a gagné en confiance et en influence dans les processus décisionnels, peut être intéressée par le fait d'avoir les mains plus libres et par l'instauration d'un environnement lui permettant de cultiver plus encore l'ambiguïté sur ses capacités. Plus généralement, ces dernières années, le gouvernement russe a donné le sentiment de vouloir agir sur la scène internationale sans trop de contraintes, et pourrait chercher à instrumentaliser la position américaine peu allante sur le sujet.

En tout état de cause, la Russie a pris acte de l'intérêt faiblissant (par rapport au sien) des États-Unis sur l'*arms control* depuis la fin de la Guerre froide – un désintérêt à ses yeux symbolisé à l'extrême par leur retrait unilatéral du traité ABM, mais pas uniquement. Vue de Moscou, la désignation de J. Bolton, un des architectes de ce retrait, comme conseiller à la sécurité nationale ne fait qu'enfoncer ce clou. Des experts russes suggèrent en substance que D. Trump ne contrebalancera pas la posture anti-*arms control* de Bolton – sa décision sur le FNI et son manque d'intérêt apparent pour l'extension du *New Start* étant interprétés comme un message interne du président américain qui signalerait ainsi sa fermeté à l'égard de la Russie¹⁵. Moscou a aussi probablement conclu que ses positions exigeantes sur les conditions de la poursuite du désarmement (elle prône depuis des années une approche intégrée, impliquant, au-delà des armements nucléaires stratégiques offensifs, les défenses antimissiles, les armements conventionnels stratégiques, ainsi que la multilatéralisation des négociations) n'avaient

plus guère de chances d'aboutir dans un contexte politico-stratégique bilatéral dont elle juge qu'il est appelé au mieux à persister dans son actuel état de tension, au pire à se dégrader plus avant.

La Russie a ainsi entrepris de répondre aux initiatives américaines lui apparaissant menaçantes du point de vue du maintien de la stabilité stratégique telle qu'elle la conçoit. Tel est le sens du discours de Vladimir Poutine le 1^{er} mars 2018 dans sa partie évoquant les divers moyens conçus par l'industrie nationale pour contourner les défenses antimissiles et le développement de capacités conventionnelles à longue portée¹⁶. Cela peut signifier que la Russie n'a plus véritablement intérêt à la poursuite de l'*arms control*. Ou, autre hypothèse, qu'elle tente d'amener l'administration américaine à revenir à la table des négociations – négociations dans lesquelles elle serait dans une posture plus favorable qu'elle l'a été après la fin de la Guerre froide, alors que sa difficile situation interne la plaçait en position de demandeur. Après tout, comme le relève Alexeï Arbatov, qui fut membre de la délégation soviétique aux négociations Start-I, l'*arms control* traditionnel a été fondé dans le cadre d'un équilibre approximatif des forces, que la Russie, contrainte dans la modernisation de son arsenal stratégique, avait en partie perdu après 1991. Formellement, la Russie retrouve aujourd'hui cet équilibre – en tout cas, elle parvient à en convaincre les responsables de sécurité américains puisque les documents stratégiques adoptés par l'administration Trump mentionnent avec préoccupation les progrès capacitaires enregistrés par l'institution militaire russe ces dernières années¹⁷.

Dans cette perspective, les propos de Sergueï Riabkov sont à noter : le vice-ministre russe des Affaires étrangères a expliqué que la Russie était favorable à la prolongation du *New Start* dans la mesure où elle pourrait permettre de gagner du temps pour étudier des

¹⁴ Andreï Baklitskiï, « Kontrol' nad vooroujeniami : chto boudet v sloutchae krakha souchtchestvouiouchtcheï sistemy ? » [Maîtrise des armements : quel avenir en cas d'effondrement du système existant ?], *Carnegie Russia*, 7 mars 2019 ; Alexeï Arbatov, « Dialektika soudnogo dnia : gonka vooroujenii i ikh ogranicheniia » [La dialectique de l'apocalypse : la course aux armements et leur limitation], *Russian Council*, 26 avril 2019.

¹⁵ Andreï Kortounov, « Effekt domino : chto povletchet za soboi vykhod SChA iz DRSMDS » [Effet domino : quelles conséquences du retrait américain du FNI ?], *Valdai Club*, 4 février 2019.

¹⁶ Isabelle Facon, « Le « discours du 1^{er} mars » de Vladimir Poutine : quels messages ? », *Note de la FRS n°04/2018*, 12 mars 2018.

¹⁷ Un politologue russe souligne d'ailleurs que l'apparition de nouveaux systèmes stratégiques non couverts par *New Start*, dont les moyens hypersoniques Kinjal et Avangard, « exclut en principe la possibilité de prolonger le traité » puisqu'il ne présente pas, de ce point de vue, d'intérêt pour Washington (Dmitriï Souslov, « Rossiia is SChA perekhodiat k neopravliaemoï konfrontatsii i gonke vooroujenii » [La Russie et les États-Unis passent à une confrontation incontrôlée et à la course aux armements], *Profil*, 28 février 2019).

approches possibles sur de nouveaux types d'armements – existants ou en développement. A ce sujet, différents thèmes reviennent fréquemment dans le débat d'expertise, allant dans le sens d'une évolution possible des approches russes en matière d'*arms control* vers plus de réalisme et de pragmatisme (ce qui permet sans doute, aussi, de le « vendre » aux militaires et aux industriels de l'armement). Le besoin de renoncer au format traditionnel d'accords juridiquement contraignants est ainsi évoqué – un avis qui fait référence, parmi les options alternatives, aux *Presidential Nuclear Initiatives* de 1991-92 ainsi qu'au JCPOA¹⁸. L'idée d'accords de maîtrise des armements entre Russie et pays européens – dont il est précisé qu'ils ne doivent pas être conçus dans l'esprit de miner l'unité transatlantique ou d'approfondir les divisions entre pays européens – est également avancée comme moyen de contribuer à pallier l'effondrement du système de traités russo-américains dans ce domaine (le

caractère audacieux de la proposition est cependant reconnu par son auteur...)¹⁹.

Au-delà du débat des experts russes de l'*arms control*, que l'on peut prendre en considération puisque la plupart d'entre eux s'expriment selon des axes conçus de telle sorte qu'ils soient acceptables pour les autorités russes, ce qui ressort de la position de Moscou, c'est qu'en 2019, elle estime n'avoir aucune bonne raison de se montrer la seule attachée à des efforts sur le sauvetage de l'*arms control* au risque d'envoyer le message qu'elle n'est pas capable de relever le défi d'une relance de la course aux armements. Dans le même temps, le Kremlin conserve certainement un intérêt pour l'élaboration de mesures susceptibles de garantir la prévisibilité des programmes et des activités militaires, et pour des cadres lui permettant de ne pas consacrer trop de moyens à la production en grands nombres de nouveaux systèmes d'armes.

2. Extension du New Start : vers un vif débat au Congrès ?

Par Emmanuelle Maitre

L'extension possible du Traité *New Start* est de plus en plus souvent évoquée aux États-Unis. De fait, les facteurs liés à la politique interne américaine risquent de jouer un rôle important dans la décision qui sera prise *in fine* par l'administration Trump.

Pour rappel, la ratification du Traité en 2010 avait été obtenue au Congrès grâce à un compromis bipartisan voyant l'administration s'engager à un programme ambitieux de renouvellement de la Triade. Aujourd'hui, l'on peut penser que la Présidence Trump a un intérêt politique à laisser expirer le Traité, dans l'optique de marquer sa rupture d'avec la Présidence Obama. Il pourrait également s'agir de marquer des points auprès d'électeurs et de représentants voyant tout accord international comme une possible marque de faiblesse. Ainsi, le Congrès comprend un large groupe d'élus sceptiques voire hostiles à la maîtrise des armements, pour des raisons profondes ou en réaction aux

violations russes. Pour un nombre important de représentants et d'experts, il est inconcevable de sembler « récompenser » Moscou en acceptant l'extension du Traité.

Ainsi, en novembre 2018, 25 sénateurs républicains, menés par Ted Cruz et John Kyl, avaient fait publier une lettre à destination de Donald Trump lui demandant de prendre en considération, avant toute extension :

- la nécessité de moderniser l'arsenal américain ;
- la disparité des arsenaux non-stratégiques ;
- le non-respect par la Russie d'un certain nombre d'autres accords de maîtrise des armements ;
- la non-inclusion de la Chine²⁰.

¹⁸ Andreï Baklitskii, op. cit.

¹⁹ Dmitriï Stefanovitch, « Razval DRSMO kak stimoul ? » [L'effondrement du FNI comme aiguillon ?], *Russian Council*, 1^{er} février 2019.

²⁰ « Sens. Cruz, Kyl Urge President Trump to Consider Key Factors in Review of New START », [Press Release](#), 202-228-7561, 29 novembre 2018.

Par ailleurs, deux lois ont récemment été introduites au Congrès pour limiter les possibilités d'étendre le New Start :

- le *Stopping Russian Nuclear Aggression Act*, soutenu fin novembre 2018 par Tom Cotton au Sénat et Liz Cheney à la Chambre. Ce texte menace de ne plus financer la mise en œuvre du Traité si le gouvernement ne garantit pas que le maintien au-delà de 2021 est dans l'intérêt des États-Unis. Il exige aussi que les nouvelles armes russes dites « du Manège » soient couvertes par le texte et que la Russie et les États-Unis aient lancé des discussions pour remédier à la disparité dans les arsenaux non-stratégiques²¹
- le *New START Treaty Improvement Act*, introduit dans les deux chambres par les mêmes élus, le 14 mai 2019. Cette proposition de loi prévoit également d'empêcher le financement du New Start au-delà de 2021 si la Chine ne fait pas partie de l'accord et si celui-ci n'inclut pas « l'ensemble des forces stratégiques et non-stratégiques russes »²².

Néanmoins, certains Républicains et l'essentiel des Démocrates, majoritaires à la Chambre, restent attachés à l'idée de limites quantitatives sur les arsenaux, et ont récemment rappelé le compromis de 2010. Ainsi, Bob Menendez a vivement interpellé Andrea Thompson, sous-secrétaire d'État à la maîtrise des armements et à la sécurité internationale, à ce sujet le 15 mai 2019²³. Plusieurs propositions de loi ont été introduites, soutenant cette fois la prolongation du Traité :

- Le *SAVE Act*, proposé par Ed Markey au Sénat le 2 mai 2019, exigerait des services de renseignement et de l'administration en cas de non-extension l'assurance que cette décision ne compromet pas la sécurité américaine et n'engendre pas de perte d'information sur l'arsenal russe. Il interdirait également de produire des vecteurs au-delà des plafonds du New Start sauf en réponse à une augmentation manifeste des arsenaux stratégiques russes²⁴.
- Le *New START Policy Act of 2019*, soutenu par Bob Menendez, qui déclare que la politique des États-Unis est d'étendre l'accord, sauf en cas de violation russe, et qui réclame des rapports du Directeur du Renseignement et du Secrétaire à la Défense en cas de non-respect²⁵.
- Le *Richard G. Lugar and Ellen O. Tauscher Act to Maintain Limits on Russian Nuclear Forces*, présenté le 5 mai 2019 par le représentant Eliot Engel, reprend des termes similaires²⁶.

Dans ce cadre, des résolutions concurrentes ont également été présentées par des Démocrates à la Chambre et au Congrès appelant à la préservation du Traité. Quelques Républicains ont également sponsorisé ces textes, alors qu'un courrier signé par 24 sénateurs démocrates a appelé le Président Trump à l'extension du Traité²⁷.

Dans ce contexte et au vu des équilibres politiques au Congrès, il n'est donc pas impossible que le compromis de 2010 se rejoue de manière inversée. En effet, le programme de modernisation de la Triade est critiqué par certains parlementaires dont le Président de

²¹ S.3662 - Stopping Russian Nuclear Aggression Act, Sen. Cotton, Tom [R-AR] (Introduced 11/28/2018), [Senate](#) - Foreign Relations ou [H.R.7180](#), Rep. Cheney, Liz [R-WY-At Large] (Introduced 11/28/2018).

²² Le Sarmat, Burevestnik, Kinzhal, Avanguard et Status-6 (Kanyon) sont notamment cités.

Voir H.R.2707 - To limit funding for any extension of the New START Treaty or any successor agreement unless the agreement includes the People's Republic of China and covers all strategic and non-strategic nuclear forces of the Russian Federation, Rep. Cheney, Liz [R-WY-At Large] (Introduced 05/14/2019) et [S.1433](#), Sponsor: Sen. Cotton, Tom [R-AR] (Introduced 05/13/2019).

²³ « Menendez Slams Trump Admin Official For Dodging Questions On Russia's Nuclear Capabilities To Target U.S. »,

[Ranking Member's Press](#), United States Senate Committee on Foreign Relations, 15 mai 2019.

²⁴ S.1285 - SAVE Act, Sen. Markey, Edward J. [D-MA] (Introduced 05/02/2019), [Senate](#) - Foreign Relations.

²⁵ S.845 - New START Policy Act of 2019, Sen. Menendez, Robert [D-NJ] (Introduced 03/14/2019), Senate - Foreign Relations.

²⁶ H.R.2529 - Richard G. Lugar and Ellen O. Tauscher Act, Rep. Engel, Eliot L. [D-NY-16] (Introduced 05/07/2019), [House](#) - Foreign Affairs; Intelligence (Permanent Select).

²⁷ « Senators Urge Extension Letter of New START Treaty with Russia », [Press Release](#), US Senator Dianne Feinstein, 12 avril 2019.

la Commission à la Défense Adam Smith. Les législateurs pourraient donc conditionner leur financement de la modernisation des armes nucléaires américaines à l'extension du *New Start*²⁸.

Il est aujourd'hui impossible de prévoir si un accord de maîtrise des armements liera la Russie et les États-Unis à partir de février 2021. Néanmoins, il est utile de noter qu'à Washington à tout le moins, cette question dépasse de loin les considérations stratégiques

pures et sera examinée de près par le pouvoir législatif. Alors que l'administration au pouvoir est extrêmement polarisante, ce sujet permettra de voir si le Congrès reste en mesure de se positionner de manière bipartisane sur les questions stratégiques et de faire naître des compromis comme celui réalisé en 2010.

²⁸ Rachel Oswald, « Trump wants to renew and revise a key Russian nuclear weapons treaty. It has Democrats nervous », [Roll Call](#), 6 mai 2019.

QUESTIONS TECHNIQUES, TECHNOLOGIQUES ET INDUSTRIELLES

I. **Richard Lugar et le programme CTR**

Par Pauline Lévy et Emmanuelle Maitre

Dans un contexte où Démocrates et Républicains ont peu de sujets d'accords en matière de sécurité internationale, des éloges bipartisans sont venus saluer la carrière de Richard Lugar, décédé le 28 avril 2019. De même, les médias du monde entier ont rendu hommage au Sénateur, qui a largement contribué à façonner la politique étrangère américaine pendant de nombreuses années.

Né le 4 avril 1932, Richard Green Lugar a servi pendant trois ans la *Navy* américaine, avant de reprendre la gestion de l'exploitation agricole familiale dans le comté de Marion, Indiana. Il commence sa carrière politique en tant que maire d'Indianapolis en 1968. Mais c'est pour sa carrière sénatoriale qu'il est particulièrement reconnu. Elu une première fois en 1977 dans l'État de l'Indiana, il enchaîne six mandats successifs jusqu'en 2012²⁹.

Dans le domaine de la sécurité internationale, Richard Lugar est principalement connu pour être le fondateur, avec le Sénateur démocrate Sam Nunn, de l'initiative *Cooperative Threat Reduction* (CTR), aussi connue sous le nom de *Nunn-Lugar Initiative*. Comparé par Michael Krepon à un « plan Marshall » dont la visée principale serait de prévenir la prolifération des ADMs, ou leur acquisition par des organisations terroristes³⁰, le bilan numérique de CTR

est monumental : environ 7 600 têtes nucléaires démantelées, 900 missiles balistiques intercontinentaux, 700 missiles mer-sol et 900 missiles air-sol détruits, plusieurs centaines de plates-formes de lancement éliminées, et des tonnes d'uranium hautement enrichi et d'agents biologiques et chimiques détruites entre 1992 et 2014³¹. Dans le cadre de ce programme, les Départements de la Défense et de l'Énergie américains ont également coopéré avec la Russie pour sécuriser un certain nombre de sites nucléaires toujours actifs³².

Le rôle joué par Richard Lugar dans la négociation de cet accord bilatéral fut essentiel. C'est notamment grâce à sa volonté de surpasser les clivages bipartisans et par leurs talents de négociateurs que Lugar et Nunn ont réussi à atteindre le degré de confiance nécessaire à la mise en place de cet accord de coopération ambitieux. Dès 1986, Richard Lugar, après avoir rencontré Mikhail Gorbatchev à Genève, s'est imposé comme une figure respectée et experte des questions de maîtrise des armements et de sécurité internationale. A partir de 1991, Lugar a été convaincu par son collègue Sam Nunn de la dégradation de la situation en URSS et des risques engendrés pour la sécurité de l'arsenal nucléaire. Ils ont donc réussi à faire adopter le « *Soviet Nuclear Threat Reduction Act of 1991* », après un travail de

²⁹ Richard G. Lugar, [NTI](#), consulté en mai 2019.

³⁰ Michael Krepon, « Nunn-Lugar R.I.P », [Arms Control Wonk](#), 27 janvier 2015.

³¹ CTR Program Measures and Counts, Scorecard, Fiscal Year 2013, [DTRA](#), 2014.

³² William Tobey, « Senator Richard G. Lugar: An appreciation », [The Bulletin of Atomic Scientists](#), 30 avril 2019.

pédagogie important auprès des législateurs, du grand public mais également de la Maison Blanche³³. Une fois l'argent débloqué, les deux Sénateurs ont joué un rôle actif pour s'assurer de sa bonne utilisation en menant plusieurs missions sur le terrain et en assurant le suivi de l'initiative grâce à des rapports et des recommandations. Ils sont restés mobilisés pour financer de manière adéquate les initiatives américaines de lutte contre la non-prolifération dans les années suivantes. De la même façon, Richard Lugar et Sam Nunn ont permis d'assurer l'approbation du Sénat lors de la signature d'accords aussi importants que le FNI, la Convention sur l'Interdiction des Armes Chimiques ou encore *New START*³⁴.

Grâce à l'impulsion des deux sénateurs, l'initiative CTR s'est ensuite développée. Elle est passée d'un programme d'urgence à une composante plus structurée de l'action américaine contre la prolifération et le risque de terrorisme NRBC. Le *CTR Expansion Act* a été voté en 2003 avec le soutien de Lugar et Nunn et a étendu le programme à des États ne faisant pas partie de l'ex-URSS³⁵. Cette décision a été clairement présentée par l'administration Bush comme une facette de la « guerre contre le terrorisme ». Un effort financier a notamment été porté sur le renforcement des capacités de contrôle douanier, la sécurisation et traçabilité des matériaux radiologiques et le contrôle des technologies immatérielles³⁶. Le programme a donc évolué en perdant son objectif principal de destruction d'armes nucléaires dans les anciens États de l'Union soviétique pour prioriser la non-prolifération. Le travail de démantèlement et de sécurisation des armes et matériaux s'est néanmoins poursuivi en Russie et dans les pays voisins jusqu'à l'extinction du programme initial, en 2013. Sous l'administration Obama, l'initiative a continué à s'étendre avec un effort mené notamment sur les questions de sécurité et de sûreté nucléaire. Le champ d'application du fonds est devenu quasiment planétaire. Richard Lugar a joué un rôle important pour soutenir ces évolutions et les

défendre au Congrès. Cette évolution a notamment permis de financer la destruction des ADM en Irak et en Libye et de prévenir tout transfert de matériau ou de connaissance.

Depuis 2013, un certain nombre de programmes ont cessé avec la Russie, certains étant devenus caduques, d'autres n'ayant pas été reconduits lorsque le mémorandum signé en 1992 a pris fin, la Russie ayant fait le choix de ne pas étendre le dispositif. Si certaines coopérations ont pu se poursuivre après cette date, les projets communs impliquant le Ministère de la Défense russe ont systématiquement été écourtés. De fait, en décembre 2014, la Russie a mis fin au protocole permettant de mener un certain nombre de projets bilatéraux, alors que plus tôt dans l'année, l'administration américaine avait suspendu plusieurs programmes de coopération. A la même époque, les élus américains ont commencé à remettre en cause l'utilisation de fonds publics pour aider la Russie, dans un contexte d'invasion de la Crimée et de violation de plusieurs accords de maîtrise des armements. En 2016, les derniers accords de coopération entre le Département de l'Énergie et Rosatom ont été suspendus³⁷.

Les perspectives de coopération américano-russes sur les sujets de « réduction de la menace » semblent aujourd'hui compromises. Les deux pays manquent en effet largement d'une volonté politique de coopérer sur des questions de maîtrise des armements et de réduction de leurs arsenaux nucléaires, et une part importante du *Nunn-Lugar* initial a été achevée. Au-delà des réticences américaines à coopérer avec Moscou, l'interprétation révisionniste que Poutine fait de CTR, à savoir une initiative unilatérale américaine très largement destinée à servir les intérêts des États-Unis, laisse planer un doute sur le fait que le gouvernement russe accepte de recevoir une telle assistance³⁸.

Même s'il a vu ses financements fondre entre 2013 et 2014 (voir graphique ci-après), le programme CTR n'a cependant pas perdu toute pertinence. En

³³ Paul I. Bernstein and Jason D. Wood, *The Origins of Nunn-Lugar and Cooperative Threat Reduction*, WMD Center Case Study 3, Center for the Study of Weapons of Mass Destruction National Defense University, avril 2010.

³⁴ Carol Giacomo, « Richard Lugar Was Not Afraid to Lead », *The New York Times*, 29 avril 2019.

³⁵ Kenneth N. Luongo and William E. Hoehn III, « Reform and Expansion of Cooperative Threat Reduction », *Arms Control Today*, juin 2003.

³⁶ Mary Beth Nikitin et Amy Woolf, « The Evolution of Cooperative Threat Reduction: Issues for Congress », *Congressional Research Service*, R43143, 13 juin 2014.

³⁷ « Cooperative Threat Reduction Timeline », *Russia Matters*, mis à jour en 2017.

³⁸ « Ask an Expert: Senator Richard Lugar on Cooperative Threat Reduction », *Arms Control Center*, 17 août 2016.

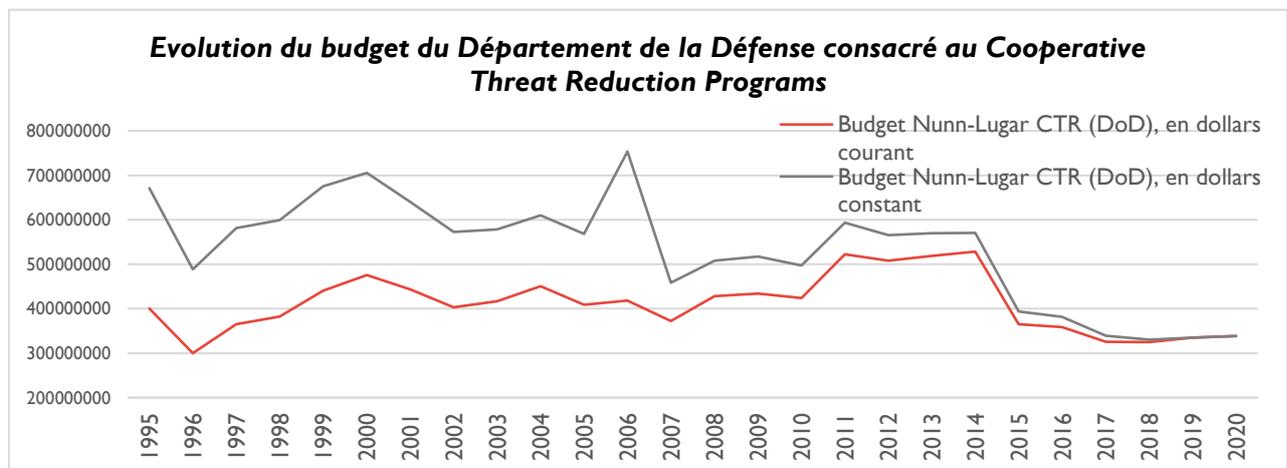
2017, James Mattis a qualifié le CTR comme l'outil le plus complet et le plus efficace pour lutter contre la prolifération des ADM. Aujourd'hui, le programme reste important même si son spectre s'est resserré et a largement évolué. Ainsi, pour l'année 2019, le CTR finance principalement des opérations liées à la prévention de la prolifération biologique, avec des coopérations au Moyen-Orient, en Afrique, en Europe de l'Est et en Asie de sécurisation des sites contenant des pathogènes dangereux. Les programmes de prévention de la prolifération au sens large sont ensuite les plus dotés avec des actions de renforcement des contrôles aux frontières, au niveau terrestre et maritime, menés en Arménie, Géorgie, Jordanie, Liban, Tunisie, Cambodge, Philippines et Vietnam. Les actions liées à la sécurité nucléaire sont également une composante importante du fonds, avec des travaux de recherche sur le transport des matières sensibles, un soutien à l'AIEA, et des actions d'assistance à la sécurisation des sites nucléaires et des matières radiologiques notamment en Ukraine, Kazakhstan, Jordanie, Inde et Maroc. La destruction des armes chimiques occupe aujourd'hui une part très réduite du budget et permet de mener quelques programmes de sensibilisation et de coopération (en particulier avec INTERPOL), sur l'utilisation de produits chimiques à des fins militaires, notamment en Algérie, au Maroc, en Tunisie, au Liban, en Irak, en Jordanie et aux Philippines. Enfin, l'objectif historique du programme, sur l'élimination des armes nucléaires, est désormais réduit à une portion infime, avec l'élimination finale des carburants utilisés par les moteurs de SS-24 en Ukraine orientale en décembre 2018. Il ne reste donc que

quelques activités de recherche et de « préparation », notamment visant la dénucléarisation de la péninsule coréenne³⁹.

Allocation du fonds CTR par le Département de la Défense, 2019-2020

Projets	Montant voté pour FY2019	Montant demandé pour 2020
Strategic Offensive Arms Elimination	2,8 M\$	492 000 \$
Chemical Weapons Destruction	5,4M\$	12,9 M\$
Global Nuclear Security	44 M\$	33,9 M\$
Biological Threat Reduction Program	197,6 M\$	183,6 M\$
Proliferation Prevention Program	74,9 M\$	79,9 M\$
Other Assessments / Administration Costs	25,4 M\$	27,9 M\$

L'héritage de Richard Lugar sur les questions stratégiques perdure donc, au-delà des centres éponymes ouverts en 2011 à Tbilissi pour travailler sur les questions de sécurité biologique et Washington pour favoriser le travail bipartisan sur des sujets d'intérêt public. Sur le plan politique, le sénateur de l'Indiana aura montré le rôle que peuvent jouer les législateurs américains sur les questions stratégiques, et l'intérêt de poursuivre une politique bipartisane dans ce domaine.



³⁹ Operation and Maintenance Programs (O-1), Revolving And Management Funds (RF-1), Department of Defense

Budget Fiscal Year 2020, Office of the Under Secretary of Defense (Comptroller), Mars 2019.

PUBLICATIONS ET SEMINAIRES

I. **Conférence internationale au CIENS du mercredi 29 mai 2019 : *Getting Rid of Nuclear Weapons: Philosophical Foundation and Historical Circulation of Ideas in Nuclear Disarmament***

Par Pauline Levy

La journée d'étude internationale organisée par le CIENS le 29 mai 2019 était consacrée aux fondements philosophiques et religieux des mouvements de désarmement ainsi qu'à la circulation et réappropriation inter- et transnationales des idées relatives au désarmement nucléaire au sein des groupes activistes. La conférence s'est organisée autour de trois panels. Premièrement, elle s'est intéressée à la circulation des idées, des personnes et des usages au sein des mouvements de contestation, avant de se tourner, dans un second temps, vers les fondements religieux et philosophiques du rôle des armes nucléaires. Enfin, le troisième panel concernait plus précisément la circulation des idées en Occident et Europe pendant la période post Seconde guerre mondiale et Guerre froide.

La première partie de la conférence a permis de mettre en évidence la manière dont les idées anti-nucléaires sont relayées du niveau local et au niveau global à partir de l'étude de plusieurs cas historiques. Jo-Ansie Van Wyk a ouvert la discussion avec le cas du parti African National Congress (ANC). Elle a montré comment par son action de dénonciation auprès de l'ONU et par le cadrage très particulier qu'il a privilégié pour traiter la question des conséquences des armes nucléaires, dénonçant le problème humanitaire posé par ces dernières, il a pu être d'une importance cruciale dans la décision de l'Afrique du Sud de finalement abandonner son programme nucléaire militaire. N.A.J Taylor, s'intéressant aux représentations picturales des armes nucléaires dans la zone Océanique, a ensuite mis en évidence le rôle des artistes aborigènes

et étrangers dans la dénonciation de ces armes, et notamment des essais nucléaires effectués dans le Pacifique. Enfin, Céline Jurgensen a souligné le rôle fondamental joué par l'ONG ICAN dans l'adoption du TIAN en 2017. Cette organisation, rassemblant des activistes de branches variées (anticapitalistes, environnementalistes, féministes, anticolonialistes...), a su développer une stratégie de communication efficace lui permettant de faire entendre ses revendications au-delà des frontières nationales. Ce panel a donc souligné la diversité des acteurs engagés dans la circulation des idées ainsi que les tactiques qu'ils ont déployées pour faire entendre leur voix à l'international.

La deuxième partie de la conférence était consacrée à l'étude des fondements philosophiques et religieux des mouvements pro- ou antinucléaires. Monseigneur Bruno-Marie Buffet a, dans un premier temps, présenté les positions de l'Eglise catholique sur la question des armes nucléaires. Fondant ses arguments principalement sur une prise en compte de l'altérité, de la responsabilité, et du respect des générations futures, le magistère catholique tient un discours constant de rejet des armes nucléaires depuis des décennies, considérant la dissuasion comme éthiquement inacceptable et la détention d'armes nucléaires comme moralement illégitime. Une telle vision n'est pas partagée par l'Eglise orthodoxe russe, comme l'a montré Dmitry Adamsky. Au contraire, la religion orthodoxe est entièrement partie du complexe militaro-industriel en Russie, et, à ce titre, elle ne condamne pas la possession d'armes nucléaires. La théorie de la guerre

juste, imprégnant l'éthique catholique, a des implications beaucoup moins pacifiques dans l'éthique orthodoxe, l'idée étant qu'il relève de l'obligation morale d'un État de faire la guerre si cela est nécessaire à la défense du pays. Enfin, le philosophe Hubert Tardy-Joubert s'intéressant à un spectre très large allant de la dissuasion à l'abolition complète des armes nucléaires a remis en perspective les fondements philosophiques qui sous-tendent les différentes positions sur la question d'un potentiel désarmement nucléaire. Il a également insisté sur l'historicité particulière des armes nucléaires et la façon dont elles ont, depuis 1945, changé notre rapport à la politique et à l'histoire.

La troisième partie, composée de quatre présentations, s'est inscrite dans le contexte historique de l'après Seconde guerre mondiale et de la Guerre froide. Tout d'abord Ilaria Parisi et Susan Colbourn se sont intéressées à la crise des Euromissiles. Tandis que la première a montré l'importance des mouvements pacifistes dans la conclusion de plusieurs accords de contrôle des armements, la seconde a insisté sur la réaction des Européens face à la doctrine de guerre nucléaire limitée et la profusion d'idées en faveur du désarmement nucléaire qui en découlait, notamment celle d'une Europe exempte d'armes nucléaires. Dans un second temps, Henning Fauser s'est intéressé au rôle joué par les associations de survivants français aux camps de concentration dans la diffusion des idées anti-nucléaires, et a particulièrement insisté sur le parallèle régulièrement fait par les survivants entre l'Holocauste et Hiroshima. Enfin, Sylvia Kesper-Biermann a montré comment les bandes dessinées, par leur force picturale, avaient particulièrement influencé l'opinion et servi à la circulation des idées antinucléaires, même si elle en a aussi souligné les limites. La journée a été conclue par Guillaume de Rougé, qui a de nouveau souligné la diversité des acteurs engagés dans les combats contre l'arme nucléaire et a invité à approfondir les recherches sur le désarmement nucléaire dans une approche plus interdisciplinaire que strictement stratégique, en y intégrant par exemple des dimensions historique, philosophique, légale, ou encore sociologique.

CALENDRIER

- **6 juin 2019** : « De la fin des essais nucléaires français au programme Simulation », *Séminaire de recherche, Chantiers d'histoire de la dissuasion nucléaire, Les puissances européennes et la dissuasion nucléaire : Allemagne, France, Royaume-Uni*, CIENS, Ecole Normale Supérieure, Paris